

PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE

Stimuler l'économie pour protéger et
améliorer le niveau de vie des Québécois



MONTRÉAL
7240, rue Waverly
Montréal (Québec) H2R 2Y8
Téléphone : 514 288-4364 Sans frais : 1 800 361-1047
Télécopieur : 514 288-9455

QUÉBEC
1535, chemin Sainte-Foy, suite 120
Québec (Québec) G1S 2P1
Téléphone : 418 688-8910 Sans frais : 1 800 463-4575
Télécopieur : 418 688-1416

**L'ÉCONOMIE
D'ABORD** **OUI**

plq.org

PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE

Stimuler l'économie pour protéger et
améliorer le niveau de vie des Québécois



MONTRÉAL
7240, rue Waverly
Montréal (Québec) H2R 2Y8
Téléphone : 514 288-4364 Sans frais : 1 800 361-1047
Télécopieur : 514 288-9455

QUÉBEC
1535, chemin Sainte-Foy, suite 120
Québec (Québec) G1S 2P1
Téléphone : 418 688-8910 Sans frais : 1 800 463-4575
Télécopieur : 418 688-1416

**L'ÉCONOMIE
D'ABORD OUI**

plq.org

Note : Ce document est un plan d'action économique destiné à aider le Québec à traverser la crise qui s'annonce. Il s'accompagne d'un document plus détaillé, un programme électoral, qui présente la vision du Parti libéral du Québec pour la période 2008-2013.

MESSAGE DU PREMIER MINISTRE

La crise financière née aux Etats Unis s'est propagée. Les perspectives de croissance de l'économie mondiale se sont assombries. Le Québec, dont l'économie est ouverte sur le monde, sera affecté par cette crise.

Toutefois, grâce à la rigueur de notre gestion nous sommes préparés pour y faire face.

Des premiers signes de ralentissement aux États Unis, notre gouvernement a agi avec force pour générer de l'activité économique dans toutes les régions du Québec afin de compenser la baisse de nos exportations.

Notre action a été saluée par des économistes de tous les horizons.

Nous allons continuer à stimuler notre économie : nous allons protéger les emplois des Québécois, soutenir leur pouvoir d'achat et aider nos entreprises en combattant le resserrement du crédit.

Ce plan nous aidera à traverser la crise. Il comporte des mesures d'urgence dont plusieurs seront mises en œuvre à très court terme. Mais ce plan nous amène aussi à porter notre regard au-delà de la crise pour donner naissance à ce nouvel espace économique qui fera la prospérité du Québec pour une génération.

Car cette crise, si elle comporte des défis, présente aussi des occasions de préparer l'avenir.

Nous devons savoir répondre à l'immédiat, mais surtout savoir le faire tout en voyant au-delà de l'urgence. Et c'est précisément la force historique du Parti libéral du Québec. À travers les époques, notre formation politique a toujours su défricher de nouvelles voies d'avenir pour incarner l'ambition des Québécois et porter les valeurs qui forgent notre nation.

Cette mission, nous devons l'honorer à nouveau.



Jean Charest

Premier ministre du Québec

Chef du Parti libéral du Québec

L'ÉCONOMIE
D'ABORD **OUI**

NOUS AVONS PRIS LES BONNES DÉCISIONS.

L'augmentation relativement soutenue des dépenses de consommation, un rebond de l'investissement résidentiel et la forte augmentation des dépenses gouvernementales, stimulées, entre autres par le **Plan québécois des infrastructures**, ont été les principaux moteurs de la province au printemps

François Dupuis,
Économiste en chef du Mouvement Desjardins
Les Affaires, 11 octobre 2008

La vigueur des dépenses des consommateurs et des gouvernements a permis au Québec de rester à flot jusqu'à présent en 2008, contrebalançant ainsi la faiblesse des exportations nettes, du secteur des produits forestiers et d'une part importante du secteur de la fabrication et de la construction domiciliaire.

Craig Wright, premier vice-président
et économiste en chef de la Banque Royale,
communiqué émis par RBC, 8 octobre 2008

L'économie du Québec tient bon face aux tumultes financiers et aux quasi récessions de ses principaux partenaires commerciaux les Etats-Unis et l'Ontario. (...) D'une part, l'économie québécoise est mieux diversifiée qu'auparavant. Et d'importants investissements en infrastructures atténuent le ralenti industriel.

Louis Vachon, président de la Banque Nationale,
La Presse, 25 septembre 2008

Les dépenses de consommation devraient continuer de rester fortes grâce notamment à l'appréciation du dollar canadien, qui confère un meilleur pouvoir d'achat aux ménages, à l'augmentation des salaires, qui est supérieure en moyenne à l'inflation, et aux baisses de taxes et d'impôt des gouvernements. L'économie intérieure profitera également de la poursuite d'investissements majeurs dans un secteur des ressources chauffé à blanc par la demande des économies émergentes ainsi que les vastes programmes d'investissement dans les infrastructures publiques lancés notamment par le gouvernement du Québec

Mouvement Desjardins, Le Devoir, 16 avril 2008

Le Québec échappera de justesse à la récession économique grâce aux **baisses d'impôt et aux dépenses publiques d'infrastructures**, prédisent les économistes du Mouvement Desjardins, mais l'Ontario n'aura pas cette chance (...) Ce qui sauvera la mise pour le Québec cette année, ce sera surtout des **baisses d'impôt** et des dépenses publiques beaucoup plus substantielles qu'en Ontario. Ce coup de pouce des pouvoirs publics totalisera 1.3 point de pourcentage de croissance supplémentaire en 2008, selon le Mouvement Desjardins, à raison de 0.3 point de pourcentage grâce aux baisses d'impôt des particuliers de 950 millions du gouvernement Charest, de 0.4 point attribuable à la baisse d'un point de pourcentage de la TPS, de 0.3 point du aux baisses d'impôt fédérales de 900 millions pour les ménages, de 0.2 point attribuable au **Plan québécois des infrastructures publiques**, et de 0.1 point du aux **mesures de soutien à l'investissement des entreprises** comprises dans le dernier budget de Monique Jérôme Forget

Mouvement Desjardins, Le Devoir, 26 mars 2008

Si la conjoncture n'est pas favorable au gouvernement, plusieurs facteurs lui permettront d'atténuer l'impact d'un ralentissement économique sur les finances publiques. Par exemple, les **investissements de 30 milliards** que Québec compte faire d'ici 2012 pour restaurer les **infrastructures** stimuleront l'activité économique au Québec. Comme le prévoit son **plan stratégique 2006-2010**, Hydro-Québec injectera en moyenne 3.8 milliards dans l'économie au cours des trois prochaines années. Les projets hydroélectriques sont inclus dans ce montant.

François Normand, Les Affaires, 2 février 2008

La force du dollar canadien et le ralentissement américain rattraperont l'économie québécoise en 2008, mais la **baisse des impôts et les investissements massifs du gouvernement dans les infrastructures** permettront à la province de limiter les dégâts. C'est ce que voit l'économiste Hélène Bégin, du Mouvement Desjardins, dans sa boule de cristal. Elle calcule que le **plan d'infrastructures du gouvernement du Québec** 30 milliards au cours des cinq prochaines années fera bondir à lui seul de 0.25 % la croissance du produit intérieur brut (PIB) en 2008. Le plan prévoit la réfection d'écoles, de routes, d'hôpitaux et d'infrastructures municipales. À cela s'ajouteront **les réductions d'impôts de plusieurs milliards de dollars annoncées par Québec** et Ottawa pour 2008 de même que la baisse d'un autre point de pourcentage de la TPS, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier.

Hélène Bégin, Mouvement Desjardins,
Le Devoir, 3 janvier 2008

NOUS LES PRENDROUS ENCORE

COMPRENDRE LA CRISE – ANALYSE

L'ensemble du monde industrialisé est aux prises avec une crise financière d'une ampleur encore inconnue. Des banques d'affaires américaines plus que centenaires sont disparues parce qu'elles sont devenues insolubles. En Europe et aussi aux États-Unis, des banques ont dû être nationalisées partiellement ou totalement. L'économie réelle est maintenant atteinte. Aux États-Unis, le ralentissement économique est sévère. Le chômage est en hausse. La consommation des ménages est à la baisse. Certains pays d'Europe sont en récession. L'Asie ralentit aussi, incluant la Chine.

Cette crise a débuté avec l'effondrement des subprimes, ces hypothèques à haut risque que des banques américaines ont mises en place. Ces hypothèques à haut risque ont été transformées en titres d'investissement qui ont été achetés par des institutions financières et des caisses de retraite de partout dans le monde. C'est ainsi que la crise du crédit née aux États-Unis est devenue une crise mondiale.

Chez nous, cette crise des hypothèques à haut risque a favorisé l'effondrement de la valeur d'un autre produit financier, le Papier commercial adossé à des actifs (PCAA). Après un an de travail et de débats juridiques, ce marché est sur la voie du rétablissement. Cependant, les PCAA, qui étaient des instruments financiers à court terme, seront transformés en instruments à échéance de 7 à 9 ans.

Le Canada et le Québec s'en tirent bien jusqu'à maintenant grâce à la solidité du système bancaire, entre autres. Toutefois, l'effondrement des marchés financiers et la fragilisation des banques à travers le monde ont créé une crise du crédit, une difficulté d'avoir accès à des capitaux, qui affecte maintenant toutes les économies du monde. **Sur les marchés boursiers mondiaux, les pertes financières ne se comptent plus en milliards \$ mais en trillions \$.** Signe tangible de la perte de confiance des investisseurs, au dernier trimestre, aucun nouvel appel public à l'épargne ne fut réalisé à la Bourse de Toronto.

Le Congrès américain a adopté un plan de 700 milliards \$ pour renflouer son système financier. L'Europe a fait de même. Le gouvernement canadien a dû aussi intervenir pour injecter des liquidités dans les marchés et stimuler le marché des prêts interbancaires. Cependant, personne ne sait si ce sera assez.

Les chefs d'État des grands pays industrialisés se réuniront le 15 novembre prochain pour discuter des moyens à prendre pour endiguer la crise, et surtout pour discuter des mesures à mettre en place pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise dans le futur. Cette réunion à laquelle se joindront la Chine et l'Inde sera probablement l'une des plus

importantes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, alors que ce qui est connu comme les Accords de Bretton Woods ont façonné le système financier mondial.

Les signes de ralentissement économique mondial se multiplient. Des usines ferment même en Chine. Les prix des ressources se sont repliés de façon importante depuis quelques semaines. Il en a découlé une baisse prononcée du dollar canadien. La volatilité est à son comble sur les marchés boursiers. Des variations journalières de plus de 10 % sont devenues monnaie courante.

La faiblesse de la consommation des ménages américains causera des problèmes à notre secteur manufacturier. La demande américaine pour les produits québécois subira des pressions à la baisse. Des entreprises ont commencé à reporter des projets d'investissements faute de financement.

Au Québec, la crise financière n'a pas encore eu d'impact important sur l'économie réelle. Mais 80 % de nos exportations sont destinées aux États-Unis. Quand la plus importante économie du monde trébuche sur le pas de notre porte, il est inévitable que notre maison soit secouée.

La situation économique du Québec est bonne. Nous sommes toujours en croissance. Les finances publiques sont équilibrées. Le marché de l'emploi demeure stable et le taux de chômage est à son plus bas niveau en 30 ans. Le Québec est en forme, mais il devra faire face à des défis importants dans les prochains mois.

En nous préparant, nous pourrons relever ces défis. Nous devons nous prémunir contre les intempéries et le faire avec la vision de ce que sera l'économie du Québec dans les prochaines années.

Ce plan économique répond à ces deux critères. Il contient un plan pour faire face au ralentissement économique mondial et protéger ainsi nos emplois et nos acquis. Il contient aussi une vision de ce que sera le nouvel espace économique du Québec.

NOTRE PLAN

Dès les premiers signes de ralentissement économique, notre gouvernement a agi avec force

- Pour protéger le pouvoir d'achat des Québécois, nous avons baissé les impôts de plus d'un milliard \$ pour la classe moyenne.
- Pour soutenir l'emploi dans toutes les régions, nous avons investi massivement dans les infrastructures publiques et le développement énergétique.
- Pour soutenir nos entreprises, nous avons éliminé la taxe sur le capital pour le secteur manufacturier et introduit un crédit à l'investissement.
- Pour aider les secteurs en difficulté, nous avons adopté des plans spécifiques : 1,4 milliard \$ pour le secteur forestier, 621 millions \$ pour le secteur manufacturier.
- Pour soutenir les travailleurs et le développement de notre force de travail, nous avons mis en place le Pacte pour l'emploi qui prévoit des investissements de près d'un milliard \$ sur cinq ans.
- Pour soutenir l'innovation, nous avons adopté la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation dotée d'un budget de près de 900 millions \$.

À ce plan qui fonctionne, qui crée de l'emploi et de la richesse et qui renforce la compétitivité de notre économie, nous allons ajouter de nouvelles mesures ciblées qui visent précisément à contrer les impacts de la crise financière sur notre économie réelle, c'est-à-dire sur les emplois, le pouvoir d'achat des Québécois et le financement des entreprises.

Le Québec demeure en croissance en bonne partie grâce à nos mesures.

Dans les prochains mois

- Nous allons protéger les emplois des Québécois.
- Nous allons protéger le pouvoir d'achat des Québécois.
- Nous allons protéger nos entreprises.

Notre plan vise à la fois à traverser cette période de turbulences et à préparer le Québec pour la reprise.

PROTÉGER LES EMPLOIS DES QUÉBÉCOIS

Notre premier objectif est de protéger les emplois des Québécois. Plus le nombre de Québécois en emploi est grand, mieux nous traverserons la crise.

Nous mettrons donc de l'avant des mesures destinées à maximiser la création et la préservation d'emplois.

41 MILLIARDS \$ EN INFRASTRUCTURES

Les investissements en infrastructures créent de l'emploi dans toutes les régions du Québec. Ces investissements, qui vont doter le Québec d'infrastructures stratégiques et modernes pour les 30 prochaines années vont s'intensifier.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec augmentera de 10 % le rythme des investissements prévus en infrastructures pour les porter de 37 milliards \$ à 41 milliards \$ pour la période 2008-2013.

Mis ensemble, les investissements dans les infrastructures et les investissements dans le développement énergétique totaliseront 13,9 milliards \$ en 2009-2010 et 13,8 milliards \$ en 2010-2011. Cela signifie que plus de 100 000 personnes seront mobilisées dans toutes les régions pour moderniser le Québec et en faire un leader mondial des énergies renouvelables.

ENCORE PLUS D'ÉNERGIE

À cette époque où s'intensifie la lutte contre les changements climatiques, la demande pour les énergies propres et renouvelables est appelée à croître. Nous avons au Québec un or bleu. C'est notre énergie propre. La stratégie énergétique du Québec adoptée en 2006 prévoit d'ajouter 4 500 mégawatts de puissance à notre capacité énergétique. Nous allons faire davantage.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec donnera à Hydro-Québec le mandat d'augmenter la puissance du Québec au-delà de ce qui est actuellement prévu dans la Stratégie énergétique du Québec.

Ce développement énergétique intensif signifie que le domaine de l'énergie fonctionnera à pleine capacité pour les 20 prochaines années, procurant en particulier des milliers d'emplois dans toutes les régions.

FORMER NOTRE MAIN-D'ŒUVRE COMME JAMAIS

Le ralentissement économique entraînera des pertes d'emploi dans certains secteurs plus vulnérables. Mais au même moment, des penuries de main-d'œuvre continuent de freiner la croissance d'autres secteurs de notre économie. Nous devons profiter de ce contexte de ralentissement économique pour lancer une nouvelle offensive en faveur de la formation de la main-d'œuvre.

- a) Un appui sans précédent à la formation.** Un gouvernement du Parti libéral du Québec portera de 50 à 75 % l'aide financière accordée aux entreprises pour la mise en place de programmes de formation de la main-d'œuvre.
- b) Encourager les efforts de ceux qui veulent se requalifier.** Un gouvernement du Parti libéral du Québec reconnaîtra les efforts faits par des travailleurs licenciés pour se qualifier afin d'obtenir un autre emploi en faisant en sorte qu'ils reçoivent, pendant la durée de leur formation, un revenu égal à celui que leur procureraient des prestations d'assurance emploi.
- c) Un groupe d'intervention pour tous ceux qui perdent leur emploi.** Un gouvernement du Parti libéral du Québec créera Formation espace Québec, un groupe d'intervention permettant de diriger rapidement un travailleur ayant perdu son emploi vers une formation adaptée à ses besoins, lui permettant de se qualifier dans les meilleurs délais pour un nouvel emploi. Pour être efficaces, nous allons mobiliser tous les acteurs économiques du Québec autour de ce projet comme nous l'avons fait avec le Pacte pour l'emploi.

AIDER LES FAMILLES À RÉNOVER LEUR MAISON

Tout propriétaire de maison a des projets de rénovation. Le devancement de ces projets est une bonne façon de stimuler l'économie en temps de ralentissement en plus de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des familles.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec mettra en place un programme destiné à encourager les propriétaires à réaliser plus rapidement des travaux de rénovation dans leur résidence principale.

ACCÉLÉRER LE DÉMARRAGE DE GRANDS PROJETS PRIVÉS

L'économie ralentit, mais certains projets sont en examen et demandent un coup de pouce pour débuter

Un gouvernement du Parti libéral du Québec formera un groupe spécial dirigé par le premier ministre, qui aura pour mandat d'accélérer de grands projets privés actuellement en examen. Ce groupe aura aussi pour mandat d'accompagner les promoteurs dans l'élaboration de leur montage financier afin de raccourcir les délais.

STIMULER L'ENTREPRENEURSHIP ET L'INNOVATION

Nous avons besoin du génie de nos innovateurs, ce sont eux qui décelent les nouvelles occasions d'affaires, et nous avons besoin de l'audace de nos entrepreneurs, qui savent transformer ces innovations en entreprises et en emplois.

Or, lorsque l'économie ralentit, le capital le plus difficile à trouver est le capital de démarrage. Nous allons donc agir pour stimuler l'entrepreneurship et l'innovation.

- a) **Soutenir la commercialisation de nos brevets.** Afin de favoriser l'innovation et l'entrepreneurship de la nouvelle économie, un gouvernement du Parti libéral du Québec instaurera une mesure d'encouragement à la commercialisation des innovations issues de brevets québécois.
- b) **Démarrer des entreprises.** Un gouvernement du Parti libéral du Québec, pour palier au manque de capital de risque, mettra en place un Fonds d'amorçage de 50 millions \$ spécialement destiné aux petites entreprises en démarrage.

SOUTENIR L'AGROALIMENTAIRE QUÉBÉCOIS

L'industrie agroalimentaire québécoise est un des plus importants employeurs au Québec. Cette industrie qui doit relever le défi de la concurrence est aussi une source de fierté, notamment à travers nos produits du terroir.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec appuiera la mise en marché des produits d'ici afin que la signature québécoise soit reconnue chez nous et à travers le monde comme garantie de bon goût et de qualité.

SOUTENIR L'INDUSTRIE CULTURELLE

Les sorties culturelles, comme le théâtre, le cinéma, les spectacles de danse ou d'autres arts de la scène sont parmi les premières dépenses annulées en temps de ralentissement économique. Notre culture est l'âme de notre peuple. Elle doit être protégée et stimulée en tout temps.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec mettra en place un programme de soutien à l'industrie culturelle.

PROTÉGER LE POUVOIR D'ACHAT DES QUÉBÉCOIS

Dans un contexte de ralentissement de l'économie, la priorité va toujours à la création d'emplois, mais il faut aussi protéger le pouvoir d'achat des consommateurs. Nous faisons de la protection du pouvoir d'achat une priorité, parce que ce pouvoir est en lien direct avec la qualité de vie et que par leurs achats, les Québécois contribuent à la création d'emplois et de richesse dans toutes les régions.

Le 4 novembre dernier, la ministre des Finances a annoncé des mesures pour soutenir le pouvoir d'achat des Québécois. Ces mesures seront en vigueur dès le 1^{er} janvier 2009.

- **Moins d'impôt pour tous.** Le taux d'indexation des paramètres fiscaux (tables d'impôt) est porté de 1,58 % à 2,36 %. C'est 136 millions \$ de plus pour soutenir le pouvoir d'achat des Québécois.
- **Protection des revenus de retraite.** Pour les personnes âgées, la déduction pour revenu de retraite passera de 1 500 à 2 000 \$. C'est 47 millions \$ de plus pour 350 000 ménages à la retraite.
- **Soutien aux démunis.** Les prestations d'aide sociale seront également indexées au taux de 2,36 %. Les prestations des bénéficiaires aptes au travail seront désormais pleinement indexées. C'est 66 millions \$ de plus pour 332 000 ménages.

A ces mesures, nous ajoutons de nouvelles initiatives pour protéger le pouvoir d'achat des Québécois.

MOINS D'IMPÔT POUR LES AÎNÉS QUI VEULENT TRAVAILLER

Le marché du travail fait face à des pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs domaines. Plusieurs aînés vivant de leurs épargnes voudraient continuer à travailler, mais souvent, il n'est pas rentable pour eux de toucher un salaire d'appoint pour des raisons fiscales.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec encouragera les aînés qui veulent travailler en faisant en sorte que ceux qui touchent un revenu de retraite aient un avantage fiscal à toucher aussi un revenu d'emploi.

AUGMENTATION DE 1 \$ DU SALAIRE MINIMUM

Les bas salaires sont souvent les premiers affectés par une réduction du pouvoir d'achat. Nous allons accélérer l'augmentation du salaire minimum sans nuire à la compétitivité de nos entreprises.

Un gouvernement du Parti libéral du Québec augmentera le salaire minimum de 0,50 \$ l'heure en 2009 et d'autant en 2010 pour le porter à 9,50 \$ l'heure.

Notre gouvernement a par ailleurs entamé des démarches auprès du gouvernement fédéral afin que des modifications à certaines règles en vigueur soient appliquées

- **Faciliter l'accès à la propriété et augmenter les liquidités des jeunes couples.** Nous demandons que soit accordé un délai d'un an avant que ne débutent les remboursements d'un emprunt à un régime enregistré d'épargne-retraite effectué pour acheter une maison, ce qu'on appelle communément le RAP (régime d'accès à la propriété). Une telle mesure procurerait des liquidités de 300 millions \$ à 300 000 particuliers québécois prévoyant devenir propriétaires, tout en évitant le piège du crédit à haut risque (subprime) qui a provoqué la crise aux États-Unis.
- **Laisser le temps aux marchés de se replacer avant de puiser dans ses économies** Nous demandons que soit repoussé de 71 à 73 ans l'âge limite à partir duquel un épargnant est tenu de puiser dans ses fonds enregistrés d'épargne-retraite. Ce délai éviterait aux retraites concernées d'encaisser les pertes de valeurs temporaires sur les marchés.

PROTÉGER NOS ENTREPRISES EN FACILITANT L'ACCÈS AU CAPITAL ET EN SOUTENANT LEURS LIQUIDITÉS

Au cours des dernières années, le gouvernement a mis de l'avant plusieurs mesures pour rendre la fiscalité plus concurrentielle et stimuler l'investissement et l'innovation. Ces mesures continueront de s'appliquer dans les deux prochaines années. Ainsi les entreprises bénéficieront d'un allégement fiscal totalisant 880 millions \$ en 2008-2009 et 1,2 milliard \$ en 2009-2010.

Néanmoins, les entreprises ont besoin de capitaux. Or la crise du crédit entrave l'accès aux capitaux. Le financement bancaire traditionnel est resserré, le marché obligataire est perturbé et le financement par l'émission de capital-actions est compromis par l'effondrement des bourses.

Nous ajoutons des mesures pour contrer ces effets de la crise.

2 MILLIARDS \$ POUR LES ENTREPRISES

Un gouvernement du Parti libéral du Québec rendra 2 milliards \$ disponibles pour les entreprises.

- Une enveloppe d'un milliard \$ sera destinée à faire des prêts ou des garanties de prêts.
- Un montant d'un milliard \$ (500 millions \$ en 2009 et 500 millions \$ en 2010) servira à augmenter le capital investi par la SGF dans des entreprises actives au Québec. Cet investissement facilitera l'accès à du capital-actions.

PROTÉGER LES CAISSES DE RETRAITE ET LES ENTREPRISES

Par ailleurs, la chute des marchés boursiers aura un impact sur les caisses de retraite privées des entreprises. Or, conformément à la loi, plusieurs entreprises devront procéder en 2009 à un examen de la solvabilité de leurs caisses de retraite. Les pertes de valeurs pourraient avoir pour effet d'accroître fortement les contributions exigées par les employeurs et ainsi drainer des liquidités précieuses.

En accord avec les syndicats et le patronat, un gouvernement du Parti libéral du Québec mettra en œuvre des mesures pour assurer la solvabilité des caisses de retraite sans compromettre la santé financière des entreprises.

POURSUIVRE LE DÉPLOIEMENT DU NOUVEL ESPACE ÉCONOMIQUE

La crise financière que nous vivons est temporaire.

Le Parti libéral du Québec a une vision économique pour donner au Québec une prospérité durable.

C'est le nouvel espace économique. Ce projet en 5 volets avance rapidement. Il constitue le plus important répositionnement économique du Québec depuis l'entrée en vigueur du premier traité de libre échange il y a 20 ans.

Parallèlement au déploiement du nouvel espace économique, un gouvernement du Parti libéral du Québec va affirmer sa vision d'une nation dont l'économie moderne est axée sur l'innovation et la formation, sur une fraîcheur concurrentielle, sur la conclusion d'alliances nouvelles et sur le respect des principes du développement durable.

LES 5 VOLETS PRINCIPAUX DU NOUVEL ESPACE ÉCONOMIQUE

- **Entente France-Québec sur la mobilité des travailleurs.** Lors de la visite à Québec du président Sarkozy, le Québec et la France ont signé une entente sans précédent dans le monde sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance des acquis et des compétences. Cette entente permettra à un travailleur formé d'un côté de l'Atlantique d'exercer son métier de l'autre côté. C'est une première mondiale et c'est une partie de la réponse à un des plus grands défis économiques du Québec : le manque de main-d'œuvre.
- **Entente transatlantique Canada-Union européenne.** Lors de la visite du président français s'est également tenu le sommet Canada-Union européenne pendant lequel un pas déterminant a été franchi vers la négociation d'un traité de libre-échange de nouvelle génération entre l'Europe et le Canada. C'est le leadership du Québec qui est derrière ce rapprochement historique entre les deux continents. Chez nous, 40 % des investissements étrangers sont européens, c'est deux fois plus qu'ailleurs au Canada.
- **Alliance Québec-Ontario.** Le Québec a proposé de négocier un partenariat économique avec l'Ontario pour faire tomber les barrières qui nuisent au commerce entre nos territoires. Les négociations portent notamment sur l'énergie, l'environnement, le transport, les services financiers et les marchés publics. L'alliance qui en découlera fera naître la 4^e puissance économique en Amérique du Nord après la Californie, le Texas et New York. L'entente sera conclue en 2009.

- **Mobilité de la main-d'œuvre à travers le Canada.** Le Québec a aussi convaincu ses partenaires du Conseil de la fédération de mettre en place d'ici le printemps prochain une entente panafricaine sur la mobilité de la main-d'œuvre. En vertu de cette entente, n'importe quel travailleur qualifié pourra postuler sur n'importe quel emploi n'importe où au pays.
- **Le Plan Nord.** Le Nord québécois recèle un immense potentiel, notamment dans les domaines énergétique, minier et reproducteur. Nous voulons développer ce territoire deux fois grand comme la France. La croissance des pays émergents et la reconstruction des infrastructures publiques partout dans le monde créent une demande soutenue pour les minéraux dont le Nord regorge. Également, dans un contexte de lutte contre les changements climatiques, la demande pour les énergies renouvelables sera croissante.

Nous donnerons donc le coup d'envoi à ce grand projet en ouvrant l'accès au Nord du Québec.

Le contexte est propice pour enclencher une nouvelle ère de développement de ce territoire d'un million de kilomètres carrés, en partenariat avec les Premières Nations et les Inuits, et d'en faire un modèle de développement durable.

Les projets potentiels représentent des milliards \$ d'investissements. Nous pourrons les concrétiser en facilitant l'accès au territoire.

La clé de la réussite de cet immense projet est sa gouvernance. Les communautés qui habitent ce territoire auront voix au chapitre. Rien dans ce que nous ferons dans le Nord ne devra remettre en question la poursuite, la conclusion ou la mise en œuvre des négociations avec les Premières Nations et les Inuits. Ce projet doit être un exemple de développement durable à dimension humaine.

IMPACT FINANCIER

Les mesures incluses dans ce plan stimuleront notre économie de manière significative et viendront contrer des effets directs de la crise financière.

Celles qui figureront dans la mise à jour économique du 4 novembre 2008 sont déjà intégrées au cadre financier du gouvernement du Québec.

Le coût des autres mesures sera dévoilé en cours de campagne.

CONCLUSION

Le Parti libéral du Québec a fait preuve de sa maîtrise des dossiers économiques.

L'action du gouvernement a permis de protéger les emplois et le niveau de vie des Québécois. Grâce à la gestion rigoureuse du gouvernement Charest, le Québec est bien préparé pour faire face aux intempéries.

Le gouvernement Charest offre une vision d'avenir pour faire la prospérité du Québec dans un nouvel espace économique.

C'est de cette équipe dont le Québec a aujourd'hui besoin.



L'ÉCONOMIE
D'ABORD **oui**

